

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 28 OCTOBRE 2010

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 28 OKTOBER 2010

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 17 par M. André Flahaut, président.

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat: Elio Di Rupo
Raisons de santé: Christiane Vienne
Congé de maternité: Meyrem Almaci

Gouvernement fédéral

Pieter De Crem, ministre de la Défense: en mission à l'étranger (Grèce)
Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Énergie: conférence ONU (Japon)
Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification: OCDE (Paris)

01 Adoption de l'ordre du jour

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*)
La proposition est adoptée.

02 Constitution du Sénat

Par message du 12 octobre 2010, le Sénat fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

03 Constitution du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale

Par message du 20 octobre 2010, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

04 Constitution de l'Assemblée de la commission communautaire française

Par message du 22 octobre 2010, l'Assemblée de la commission communautaire française fait connaître qu'elle s'est constituée en sa séance de ce jour.

05 Constitution de l'Assemblée réunie de la commission communautaire commune

Par message du 21 octobre 2010, l'Assemblée réunie de la commission communautaire commune fait connaître qu'elle s'est constituée en sa séance de ce jour.

06 Constitution du "Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie"

Par message du 22 octobre 2010, le "Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie" fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

Projets et propositions**07 Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 6 avril 2010 portant reconnaissance des organisations professionnelles de praticiens d'une pratique non conventionnelle ou d'une pratique susceptible d'être qualifiée de non conventionnelle reconnues (194/1-3)****Discussion générale**

Le **président**: La discussion générale est ouverte.

07.01 Colette Burgeon, rapporteur: Je me réfère à mon rapport écrit.

07.02 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Nous aurions souhaité revoir de manière plus fondamentale la loi de 1999 qui vise la reconnaissance de ces médecines. Ici, nous agissons dans l'urgence, même si c'est nécessaire pour permettre à ces praticiens de médecines non conventionnelles d'exercer.

Ces médecines rencontrent auprès du public un succès grandissant car elles proposent aux patients une approche globale de la santé. Au lieu de médicaliser toute pathologie, elles procèdent par le renforcement de la résistance ou la circulation des énergies et donc, l'apaisement des douleurs. Elles rejettent une dépendance trop grande aux médicaments. Par conséquent, la reconnaissance de ces médecines doit aboutir. Elles sont complémentaires et non en opposition avec la médecine conventionnelle.

Il importe de les cadrer, de donner aux praticiens des formations reconnues et de donner aux patients des conditions d'accès équitables. En effet, actuellement, c'est du n'importe quoi, et seuls les plus favorisés y ont accès.

Nous voterons cette loi, mais nous demandons que, durant cette législature, la loi Colla de 1999 soit remise sur le métier en vue non seulement de reconnaître de facto toutes ces médecines, mais éventuellement d'en élargir la liste.

07.03 Damien Thiéry (MR): La loi du 29 avril 1999, dont l'application est un échec, voulait répondre au manque de réglementation. Onze ans plus tard, quelles sont les garanties pour les patients? Aucune!

Bon nombre de personnes exercent, ont pignon sur rue et ne sont pas enregistrées aux termes de l'article 8 de la loi Colla. Des remboursements sont proposés par des organismes assureurs, sans exigence de formation ni condition d'exercice.

Nous comprenons l'urgence du projet de loi, eu égard à la condamnation de l'État belge, et nous y adhérons. Mais nous serons attentifs à la publication future de l'étude du Centre d'expertise sur ce sujet. Il faudra remettre à plat cette loi Colla.

Pour le MR, le patient est libre de consulter le praticien de son choix, et les pouvoirs publics doivent y veiller. L'intérêt du patient implique aussi la liberté thérapeutique du médecin qui peut prescrire, s'il le juge utile, des traitements non conventionnels.

Le **président**: Je félicite M. Thiéry, dont c'était le *maiden speech*. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Nous attendons deux études du Centre d'expertise. La

première, qui porte sur l'homéopathie et l'ostéopathie, devrait nous parvenir en fin d'année. La seconde, prévue pour mars, concerne l'acupuncture et la chiropraxie. Dès que je les aurai reçues, je les transmettrai au Parlement, car la loi doit être revue.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (194/3)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

08 **Projet de loi portant assentiment aux actes internationaux suivants: 1) Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958, et Déclaration, faits à La Haye le 17 juin 2008; 2) Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux, fait à La Haye le 17 juin 2008 (393/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

Le **président**: La discussion générale est ouverte.

08.01 **Corinne De Permentier**, rapporteur: Je me réfère à mon rapport écrit.

08.02 **Alexandra Colen** (VB): Le rapport écrit énumère plusieurs raisons pour lesquelles nous ne voterons pas contre le traité. Le Benelux suit en effet une forme de logique inspirée par la destinée commune des trois pays du Benelux à travers l'histoire mais se fonde malheureusement toujours sur le contexte belge. Nous plaidons plutôt pour un accord de coopération entre les Pays-Bas et la Flandre. Nous nous abstiendrons lors du vote.

08.03 **Steven Vanackere**, ministre (*en néerlandais*): Le nouveau traité veille assurément à ce que l'État fédéral associe les Communautés et les Régions à la coopération, bien évidemment pour les compétences qu'elles exercent.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (393/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

09 **Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles – Nomination des membres**

Le mandat des membres du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles vient à expiration le 8 juin 2011.

En vertu de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 2 juin 1998 portant création du Centre, la Chambre doit désigner huit nouveaux membres effectifs et huit suppléants, à la majorité des deux tiers.

Quatre membres effectifs et quatre membres suppléants sont désignés sur présentation d'une liste par le Conseil des ministres, deux candidats étant proposés pour chaque mandat à conférer.

Les quatre autres membres effectifs et les quatre autres membres suppléants sont désignés directement par la Chambre.

Tant pour les membres désignés directement par la Chambre que pour ceux désignés sur présentation d'une liste par le Conseil des ministres, la parité linguistique entre les membres d'expression française et les membres d'expression néerlandaise doit être assurée. Au moins un membre effectif et un membre suppléant doivent posséder une connaissance de la langue allemande.

Les membres sont désignés pour un terme de six ans, renouvelable une fois, en raison de leur expérience ou de leur connaissance de la problématique des organisations sectaires nuisibles.

La Chambre désigne parmi les membres effectifs le président et le président suppléant.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 5 octobre 2010, un appel aux candidats pour les membres désignés directement par la Chambre sera publié au *Moniteur belge*. Les candidatures devront être adressées au président de la Chambre des représentants au plus tard le trente et unième jour qui suit cette publication.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

10 Fonds belge pour la sécurité alimentaire – Composition de la délégation parlementaire

La Conférence des présidents du 20 octobre 2010 propose de désigner un membre par groupe politique.

Les noms suivants sont communiqués:

- N-VA: Flor Van Noppen
- PS: Patrick Moriau
- MR: Corinne De Permentier
- CD&V: Nathalie Muylle
- sp.a: David Geerts
- Ecolo-Groen!: Muriel Gerken
- Open Vld: Mathias De Clercq
- VB: Alexandra Colen
- cdH: Catherine Fonck

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

11 Constitution de la commission Achats militaires - nomination des membres

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 27 octobre 2010, je vous propose à nouveau de procéder à la constitution de la commission Achats militaires.

La commission compte 13 membres effectifs.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Je rappelle que conformément à l'article 158 du Règlement la répartition de cette commission est la suivante:

- N-VA: 3
- PS: 2
- MR: 2
- CD&V: 1
- sp.a: 1
- Ecolo-Groen!: 1
- Open Vld: 1
- VB: 1
- cdH: 1

Les présidents des groupes politiques m'ont fait parvenir les candidatures des membres de leur groupe qui composeront cette commission.

- N-VA:
effectifs: Jan Jambon, Theo Francken, Bert Maertens;
- PS:
effectifs: Anthony Dufrane, Rachid Madrane;
- MR:
effectifs: Denis Ducarme, Philippe Goffin;
- CD&V:
effectif: Gerald Kindermans;
- sp.a:
effectif: David Geerts;
- Ecolo-Groen!:
effectif: Wouter De Vriendt;
- Open Vld:
effectif: Herman De Croo;
- VB:
effectif: Annick Ponthier;
- cdH:
effectif: Christophe Bastin.

Étant donné que le nombre de candidatures recevables correspond au nombre de places à conférer aux groupes politiques ayant présenté des candidats, il n'y a pas lieu à scrutin conformément à l'article 157.6 du Règlement.

En conséquence, je proclame élus les candidats présentés.

12 Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie, en particulier au sein de l'Église

Je vous propose également d'instituer, en application de l'article 21, alinéa 2, de notre Règlement, une commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église.

J'ai reçu le texte suivant de MM. Renaat Landuyt, Daniel Bacquelaine et Christian Brotcorne, Mmes Sophie De Wit et Karine Lalieux, M. Raf Terwingen, Mme Carina Van Cauter et M. Stefaan Van Hecke:

"Institution d'une commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église

Développement:

- Les auteurs de la présente proposition souhaitent mettre en place une commission spéciale relative à la problématique des abus sexuels commis sur des mineurs, en particulier au sein de l'Église.
- La publication du rapport "Adriaenssens", l'ampleur et la gravité de ses révélations ont ébranlé la société belge dans son ensemble.
- Il est indispensable d'examiner comment des faits de pédophilie commis au sein de l'Église, dans le cadre d'une relation pastorale, ont été traités, ou non, par la Justice pendant toutes ces années.
- C'est à la justice étatique et à elle seule qu'il revient d'enquêter sur les infractions à caractère sexuel et de prononcer des sanctions pénales à l'encontre des auteurs de celles-ci, dans quelque contexte que ce soit. Le protocole conclu entre la commission "Adriaenssens" et le ministère public donne le sentiment qu'un filtre existe entre l'Église catholique et la Justice. Il convient de lever cette impression et le flou entourant la conclusion et la portée de cette convention.
- Dans ce débat, les auteurs rappellent deux principes fondamentaux dont le respect est indispensable à la garantie d'un État de droit : le principe de la séparation des pouvoirs et le principe de la séparation des Églises et de l'État.
- Le respect de ces principes fondamentaux s'impose dans la recherche, la poursuite et le jugement des faits d'abus sexuels, quels qu'ils soient, de même que dans le cadre des travaux de la commission instituée par la présente proposition.
- La commission spéciale devra veiller à ne pas entraver le déroulement des enquêtes et des instructions en cours et à assurer à la Justice l'indépendance indispensable à son bon fonctionnement.
- Cette commission spéciale devra apporter des réponses aux questions légitimes que se posent les victimes. Pour mieux appréhender la réalité et le vécu de victimes, la commission procèdera à l'audition de représentants de ces dernières (avocats, associations) et de psychiatres, pédopsychiatre, spécialistes,....

Article 1^{er}

Il est institué une commission spéciale chargée:

1° d'examiner la manière dont l'État, plus particulièrement l'appareil judiciaire et les services associés ont traité les faits d'abus sexuels ; à cet égard, la commission spéciale examine les modalités de la collaboration entre l'appareil judiciaire et l'Église catholique lors de la découverte de faits d'abus sexuels commis au sein de cette dernière et notamment:

a) - les raisons pour lesquelles après tant d'années les victimes ont aujourd'hui décidé de parler spécialement dans le cadre ecclésiastique et pourquoi, à l'époque, elles n'ont introduit aucune plainte
- les facteurs qui ont pu justifier, le cas échéant, des retards dans le traitement de certains faits ou de certaines plaintes d'abus sexuels commis au sein d'une relation pastorale et/ou le non-aboutissement de certaines procédures;

b) - les échanges entre l'Église catholique et la Justice lors de la recherche et lors de la découverte de faits d'abus sexuels commis au sein de cette même Église;

- les motifs ayant amené le ministère public et la commission pour le traitement des plaintes pour abus sexuels dans le cadre d'une relation pastorale instituée au sein de l'Église catholique à conclure un protocole visant à réguler les flux d'information;

- les relations et les modalités effectives de coopération entre la Justice et les autorités de l'Église catholique;

- la conformité de ce protocole, de ces relations et de ces modalités de coopération, aux principes constitutionnels, dont les principes de l'égalité, de la non-discrimination et de l'indépendance du ministère public dans l'exercice des recherches et des poursuites individuelles ;

2° d'examiner la prise en charge de la victime et rechercher comment les abus sexuels au sein d'une relation d'autorité et spécialement au sein d'une relation pastorale, peuvent être mieux prévenus, détectés et abordés;

3° d'examiner les différents aspects de la relation entre les services d'aide et la justice et d'analyser de la problématique du secret professionnel;

4° d'examiner les solutions à apporter, y compris sur le plan législatif, aux difficultés qu'elle aura identifiées du point de vue de la prise en charge par l'appareil judiciaire et par les services associés des victimes d'abus sexuels commis dans une relation d'autorité;

5° de dégager des solutions propres à améliorer les rapports entre l'appareil judiciaire et les services associés.

Article 2

La commission spéciale entend les personnes et demande les documents qu'elle juge nécessaire. Elle pourra faire appel à des experts. Cette commission fixe toutes les règles de fonctionnement qui ne sont pas

prévues dans le présent texte, sans porter atteinte au Règlement de la Chambre des représentants.

Article 3

La commission se compose de 13 membres, ainsi que de 13 suppléants, que la Chambre des représentants désigne, en son sein, conformément à la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques. La commission comprend en outre un membre, sans voix délibérative, de chaque groupe reconnu non représenté au sein de la commission par application de l'alinéa 1^{er}.

Article 4

Les travaux de la commission ainsi que les conclusions qu'elle aura tirées seront présentés dans un rapport qui sera exposé à la Chambre au plus tard le 7 avril 2011.

Article 5

Lors de l'examen du rapport de la commission, son fonctionnement et son statut sont évalués. Il est examiné à cet égard dans quelle mesure les travaux peuvent éventuellement être élargis voire poursuivis par une commission d'enquête parlementaire.

Article 6

Les réunions de la commission sont publiques. Toutefois, celle-ci peut décider à tout moment de se réunir à huis clos. Il est interdit aux membres de la commission, ainsi qu'aux personnes qui, à quelque titre que ce soit, l'assistent ou participent à ses travaux, de divulguer des informations communiquées lors des réunions à huis clos de la commission.

12.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ces derniers mois, notre pays a été bouleversé par d'inadmissibles scandales de pédophilie dans l'Église. Dans d'autres pays aussi, des cas analogues ont été révélés au grand jour et il nous incombe d'examiner pourquoi ils n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires pendant tout ce temps. Souvent, ces délits n'étaient même pas connus.

La commission Adriaenssens a mis ces pratiques abusives en lumière et brisé la loi du silence dans l'Église. Nous devons poursuivre l'analyse de sorte que pareille *omerta* ne puisse plus exister. Les récentes déclarations de monseigneur Léonard en ont dit long à ce propos.

La commission devra expliquer pourquoi ces pratiques ont pu rester si longtemps impunies, pourquoi les victimes n'ont pas fait de dépositions et quelles suites la justice a réservées aux délits d'abus sexuel. Notre préférence allait évidemment à une commission d'enquête ayant plein pouvoir d'instruction, mais il n'y avait malheureusement pas de majorité pour l'instaurer. Nous nous réjouissons, toutefois, de la création d'une commission qui pourra se muer en une commission d'enquête le cas échéant.

Ce travail devra être effectué minutieusement, sereinement et en s'abstenant de toute manœuvre politicienne. Ce n'est qu'en agissant de cette manière que nous pourrions éviter une répétition de tels délits. (*Applaudissements*)

12.02 Sophie De Wit (N-VA): Il s'agit en l'occurrence de faits extrêmement graves et la société attend un signal, y compris du Parlement. Ces affaires ont déjà fait couler beaucoup d'encre mais de nombreuses questions subsistent encore. Je suis dès lors très heureuse de constater qu'une commission sera mise en place et la nature exacte de son statut est moins importante à nos yeux. Cette commission devra à la fois apporter des réponses aux questions du passé et trouver des solutions pour le futur. Il faudra chercher à savoir quels faits se sont produits, pourquoi les victimes ont gardé le silence si longtemps et pourquoi la société, l'Église et la Justice ne sont pas intervenues en temps opportun. Il faudra également préciser la position de la commission par rapport à la Justice.

Nous devons aussi oser faire preuve d'une plus grande audace en imaginant des solutions à l'intention des autres victimes d'abus commis dans le contexte d'une relation d'autorité. Comme divers témoignages nous l'ont fait comprendre, le problème s'est déplacé vers les associations, les institutions et les milieux des éducateurs. C'est au sein de ces instances qu'il y aura de nouvelles victimes et c'est la raison pour laquelle notre commission se doit de prêter son concours à l'élaboration d'une politique efficace consistant en mesures valables, une politique qui ne soit pas seulement axée sur les faits commis dans une relation pastorale mais qui tienne également compte de cette nouvelle réalité.

Je plaide dès lors en faveur d'une approche proactive dans le cadre de laquelle notre commission pourra à la fois répondre objectivement et sereinement à certains questionnements du passé et proposer des solutions pour l'avenir, au bénéfice de toutes les victimes d'actes commis dans une relation d'autorité.

Le **président**: Je félicite Mme De Wit dont c'était le premier discours. (*Applaudissements*)

12.03 Carina Van Cauter (Open Vld): En 1972, j'ai été moi-même victime. J'ai d'ailleurs apporté des documents qui attestent mon préjudice et sont ainsi le meilleur moyen de lutter contre l'incrédulité que doit inmanquablement affronter toute personne qui a subi ce que j'ai subi. En 1972, mon cas personnel faisait la une d'un journal sous le titre: "*On allait la tuer*". En 1994, j'ai obtenu pour toute réponse à une lettre que j'avais adressée à ce sujet au procureur général de Bruxelles que tous les dossiers de 1972 avaient été détruits.

Ensuite, des affaires telles que l'affaire Dutroux ont heureusement contribué à faire beaucoup changer les choses, et cela pour les auteurs aussi bien que pour les victimes. Cependant, les nombreux témoignages recueillis par la commission Adriaenssens semblent indiquer que ces changements n'ont pas suffi. En notre qualité de membres de la commission de la Justice, nous ne pouvions donc pas rester inactifs.

L'audition de victimes et d'autres parties concernées soulève toujours les mêmes questions. Pourquoi un si grand nombre de crimes sont-ils demeurés non élucidés? Pourquoi la Justice n'est-elle pas intervenue plus activement? Pourquoi ces victimes n'ont-elles obtenu aucune réponse à leurs questions? Pourquoi les auteurs sont-ils restés impunis si bien qu'ils ont pu continuer à commettre leurs méfaits? Dans la commission de la Justice et au sein de la nouvelle commission qui va être créée, nous nous efforcerons d'apporter des réponses à ces questions complexes.

Puis nous devons prendre les initiatives qui s'imposent dans notre rôle de législateur. Une proposition de loi comme celle de Mme Lahaye concernant le délai de prescription pourrait déjà être un premier élément de réponse. Ainsi, nous ferons ce que les victimes attendent de nous, c'est-à-dire intervenir activement. (*Applaudissements*)

12.04 Christian Brotcorne (cdH): La proposition de loi créant cette commission spéciale est notre réponse aux faits choquants et accablants mis à jour par la commission Adriaenssens. Notre Parlement ne peut rester insensible au désarroi des victimes.

Il faut d'abord se demander pourquoi l'institution judiciaire n'a pas été le réceptacle naturel des plaintes dans ce domaine; cette institution ne répond-elle pas aux attentes des victimes? Si certaines d'entre elles souhaitent des poursuites judiciaires, d'autres préfèrent la confidentialité. Mais toutes doivent être entendues, dans des lieux d'accueil impartiaux.

Nous devons aussi comprendre pourquoi l'appareil judiciaire a délégué ses compétences de droit commun, et estimé que l'institution ayant généré ces crimes pouvait les régler elle-même. Il faudra, enfin, se demander comment celle-ci a réagi lorsqu'elle a appris ces actes déviants.

Quelle est la manière adéquate de réprimer la pédophilie qui, dans le cadre d'une relation d'autorité, est un crime spécifique? Il faudra que notre commission s'interroge sur la manière de prendre en compte le désarroi de la victime afin qu'elle puisse clore ce douloureux chapitre. Nous ferons des recommandations à ce sujet.

Notre commission doit travailler rapidement. Le cdH collaborera pleinement à sa réussite.

12.05 Raf Terwingen (CD&V): Mon parti est considéré comme le parti des croyants, le parti de l'Église, et cela est effectivement en partie le cas. Ceux qui pensent cependant que c'est la raison pour laquelle nous voudrions minimiser les faits qui ont été dévoilés par la commission Adriaenssens se trompent. Tout acte de pédophilie doit faire l'objet d'une enquête et être sanctionné, que l'auteur soit ou non membre de l'Église.

Ceux qui pensent qu'il pourrait y avoir ne fût-ce qu'un seul membre de notre groupe pour s'opposer à

l'ouverture d'une enquête sur la raison pour laquelle ces abus n'ont pas été examinés par le passé, se trompent.

Ceux qui pensent par ailleurs qu'il pourrait y avoir ne fût-ce qu'un seul membre de notre groupe pour se rallier aux déclarations faites hier par un certain dirigeant religieux, se trompent. Notre parti se distance totalement de ces propos abjects.

Nous nous félicitons, non pas en dépit mais justement en vertu de notre foi, de la création d'une commission spéciale dont les membres seront en mesure de mener une enquête sur l'ensemble de ces cas d'abus.

Nous ne voulons cependant pas que cette commission fasse le procès de l'Église catholique. L'Église a en effet déjà souvent contribué positivement à notre société. Par ailleurs, il ne faut pas oublier les nombreux croyants, prêtres, acolytes et collaborateurs paroissiaux qui accomplissent un travail remarquable. Toutes ces personnes constituent la base de l'Église.

La commission se penchera sur tous les types de relations d'autorité, non seulement au sein de l'Église, mais également, par exemple, dans les clubs de sport et les mouvements de jeunesse. Elle formulera ensuite des recommandations qui devront permettre de mieux déceler et de juger plus rapidement ce type d'abus. Une commission parlementaire doit en effet tirer des enseignements du passé pour créer un cadre légal, judiciaire et social amélioré. (*Applaudissements*)

12.06 Daniel Bacquelaine (MR): Nous sommes satisfaits du large accord obtenu pour la mise sur pied de cette commission spéciale. Il est de notre devoir d'organiser au mieux le fonctionnement de l'État et de sa justice. Nous pensions acquis le principe de la séparation entre Église et État. Nous devons constater que ce principe doit être réaffirmé.

La première mission de notre commission sera d'enquêter sur la façon dont se sont établis ces dernières années les rapports entre l'Église et l'État. Pourquoi l'institution judiciaire n'a-t-elle pas été le réceptacle des plaintes des victimes? Pourquoi les diverses commissions n'ont-elles pas joué leur rôle de filtre? Seule l'institution judiciaire a le pouvoir de reconnaître et de sanctionner les crimes.

Notre deuxième mission sera de tirer des conclusions. Comment orienter dorénavant les poursuites en matière de pédophilie? Comment faire pour ne plus revivre de telles situations?

Si quelque obstacle se met en travers de la route de cette commission, nous demanderons sa mutation vers une commission d'enquête. À bon entendeur, salut!

Nous ferons en sorte que les situations vécues par les victimes et par les institutions, ne se reproduisent jamais! (*Applaudissements*)

12.07 Karine Lalieux (PS): Cette commission spéciale va, avant tout, se mettre au service des victimes. La publication du rapport Adriaenssens a provoqué une véritable secousse en Belgique de par les faits dénoncés et cet insupportable silence qui nous oblige aujourd'hui à réagir.

Son objectif est double. Nous voulons d'abord comprendre pourquoi il a fallu autant de temps pour que les victimes osent parler. Nous voulons ensuite vérifier la séparation de l'État et de l'Église. En réponse aux déclarations du primat de Belgique, hier à la RTBF, je voudrais lui rappeler que, dans notre pays, c'est la justice des hommes qui décide de la culpabilité et de la sanction à imposer.

Nous avons une grande responsabilité. Nous devons accomplir un travail de qualité, sans effet de manche ni voyeurisme.

Le risque est grand qu'une commission d'enquête parlementaire menace le bon déroulement des procédures en cours. Mais, même si je suis convaincue que nous pourrions travailler convenablement dans la commission spéciale, s'il devait y avoir des entraves au travail de cette commission, nous demanderions de

la transformer en commission d'enquête.

Cette commission doit rester dans le cadre que le président vient de rappeler. Ce n'est pas le double de la commission Adriaenssens. Elle doit répondre aux questions légitimes des victimes et s'assurer de la séparation de l'État et des Églises et de l'indépendance de la Justice.

Nous ne serons pas une chambre d'écoute, ni des juges d'instruction, ni des psychologues, ni des psychiatres. Nous ne tenons pas à ajouter de la confusion à la confusion actuelle.

Nous continuons à penser que les victimes doivent porter plainte et faire condamner leurs abuseurs.

J'espère que nous pourrons travailler en toute sérénité et que des recommandations fortes sortiront de cette commission. (*Applaudissements*)

12.08 **Renaat Landuyt** (sp.a): Nous avons convenu que le Parlement enquêterait sur le silence des dernières années. Tout le monde savait qu'il se passait certaines choses, mais pourquoi personne n'a pris la situation au sérieux?

Nous optons pour une commission spéciale et non pour une commission d'enquête, parce que nous ne voulons pas compromettre l'enquête judiciaire sur la négligence coupable. Une fois ce risque éliminé, il n'y aura plus aucune raison de ne pas interroger certaines personnes.

Pendant des années, d'aucuns ont dû s'entendre dire "Viens dans ma chambre". Aujourd'hui, nous disons à ceux qui ont prononcé cette phrase: "Venez à la Chambre des représentants". Et s'ils ne le font pas de leur plein gré, nous pourrons toujours instituer une commission d'enquête. (*Applaudissements*)

Le **président**: La discussion est close.

13 **Prise en considération de propositions**

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au règlement.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération:

- la proposition de loi de Mmes Muriel Gerkens, Zoé Genot et Thérèse Snoy et d'Oppuers abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (n° 466/1);

- la proposition de loi de Mme Sarah Smeyers, MM. Manu Beuselinck, Flor Van Noppen et Bert Wollants, Mme Reinilde Van Moer et M. Peter Dedecker modifiant, en ce qui concerne la suppression de certaines exceptions, la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac (n° 495/1).

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société;

- la proposition de loi de MM. Damien Thiéry, Hendrik Bogaert, Guy Coëme et Herman De Croo et Mme Catherine Fonck modifiant la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses (n° 477/1);

- la proposition de loi de Mme Muriel Gerkens modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des

créances alimentaires au sein du SPF Finances (n° 491/1).

Renvoi à la commission des Finances et du Budget;

- la proposition de loi de Mme Carina Van Cauter, M. Bart Somers, Mme Sabien Lahaye-Battheu et M. Patrick Dewael modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration (n° 476/1);

- la proposition de loi de Mme Carina Van Cauter, M. Bart Somers, Mme Sabien Lahaye-Battheu et M. Patrick Dewael relative à la lutte contre les mariages de complaisance et la cohabitation de complaisance (n° 481/1);

- la proposition de loi de Mme Nahima Lanjri, MM. Gerald Kindermans et Stefaan Vercamer et Mmes Liesbeth Van der Auwera et Nathalie Muylle modifiant le Code de la nationalité belge (n° 494/1).

Renvoi à la commission de la Justice;

- la proposition de loi de M. Bart Somers et Mmes Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu et Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers (nr. 475/1).

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique;

- la proposition de loi de M. Daniel Bacquellaine, Mme Kattrin Jadin et M. André Frédéric relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile extracontractuelle en matière d'incendie concernant les risques simples (n° 493/1).

Renvoi à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Demandes d'urgence

13.01 Gerolf Annemans (VB): Je voudrais défendre la demande d'urgence pour l'examen des propositions de scission de BHV, à savoir les propositions 409 et 410.

Même si le front flamand me tient particulièrement à cœur, j'estime tout de même que les partis flamands exagèrent à présent. Hier, en commission, M. Somers de l'Open Vld s'est démené comme un beau diable pour éviter un examen rapide des propositions de scission de BHV. Quelle courbe rentrante pour l'ancien ministre-président flamand qui en 2004 avait cosigné la déclaration de Hal réclamant la scission immédiate sans contrepartie et s'il le fallait par le biais d'un vote au Parlement.

Le CD&V n'est plus d'avis que la scission est urgente et il estime qu'il convient de négocier avec les francophones. Les abus de ces trois dernières années avec les conflits d'intérêts et les sonnettes d'alarme semblent à présent être une raison pour ne plus rien faire jusqu'à ce qu'un accord soit conclu. Voilà qui est véritablement scandaleux.

Le sp.a reste indéfectiblement attaché au PS et monte ainsi à bord du train express vers le pouvoir. Le sp.a se réjouit de la désignation de M. Vande Lanotte comme 'calculateur' royal, bien que la valse des chiffres de ce David Copperfield du Fonds de vieillissement (*rires sur les bancs du Vlaams Belang*) servira sans doute pour faire encore davantage de concessions en échange de la scission de BHV.

Mais la N-VA aussi emprunte une voie bien tortueuse. Ce groupe vote contre l'urgence parce que M. De Wever veut conclure un accord avec les francophones et donc faire des concessions en échange d'une scission, alors que comme nous, son parti a pourtant reproché cette tactique à l'Open Vld et au CD&V cinq années durant. Cette semaine, la N-VA a redéposé les propositions de scission, mais il apparaît à présent qu'elles ne sont plus vraiment urgentes.

Il est temps que la N-VA sache ce qu'elle veut. Soit, elle opte pour une solution négociée, elle ne dépose ni n'examine plus aucune proposition et elle vote contre l'urgence. Soit la N-VA pense ce qu'elle dit lorsqu'elle dépose une proposition et elle l'approuve sans délai, pas en fonction des actes posés par autrui, mais en fonction de ses propres convictions. Ce qui vient de se passer procède d'une manœuvre tout aussi tortueuse que celle de l'Open Vld et du CD&V. Il est malhonnête et perfide de tenter d'imputer ce revirement au Vlaams Belang. La N-VA ferait mieux de s'en tenir à ses principes et donc à une scission inconditionnelle.

Nous ne nous laisserons pas intimider, nous sommes l'épée dans les reins. Si des concessions sont faites, nous les dénoncerons. Mais ne nous reprochez pas de jouer à de petits jeux politiques. Pour citer Martin Luther: "Nous voici, nous ne pouvons faire autrement". (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

13.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Voici quinze jours, le chef du groupe N-VA déclarait encore dans cet hémicycle que son groupe déposerait sa proposition de loi relative à la scission de BHV pour demander son examen d'urgence par la Chambre. La semaine dernière, ce même parti a pu obtenir qu'il n'y ait pas de séance plénière, pour pouvoir laisser refroidir ce dossier brûlant. Aujourd'hui, il renonce soudainement à demander l'urgence pour l'examen de ladite proposition. C'est le monde à l'envers! Apparemment, M. Weyts souffre du syndrome de Michel Doomst. M. Doomst est l'un des bourgmestres de la périphérie bruxelloise à avoir adopté en commission la proposition de loi en vue de scinder BHV mais, à chaque fois que cette scission était portée à l'ordre du jour de la séance plénière, il devait subitement quitter sa place. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui, c'est l'ensemble de la N-VA qui souffre d'incontinence, mais du type psychosomatique.

La N-VA a déclaré dans la presse ne pas souhaiter se retrouver isolée avec le Vlaams Belang et la Lijst Dedecker, ce qui m'étonne car les autres partis flamands n'appuieront pas la demande d'urgence. Allons-nous souffrir une fois encore de cette honte identitaire flamande qui nous empêche de dire ce qui est? Sommes-nous revenus à l'époque des grandes déclarations, c'est-à-dire à la case départ? On est à nouveau à l'écoute des autres partis flamands, qui ont cependant tous des reproches à se faire et qui ont voté, à un moment donné, la proposition de scission en commission, à l'exception des Verts qui reconsidèrent leur point de vue communautaire à l'aune de la possibilité de lever une écotaxe sur les bouteilles vides.

En raison de cette honte identitaire, on cherche de faux prétextes en commission pour ne pas devoir appuyer la demande d'urgence pour la proposition de scission. L'Open Vld avait approuvé la proposition de scission mais aujourd'hui, voilà soudain que le problème des demandeurs d'asile lui paraît urgent, après onze années de participation au pouvoir, deux régularisations générales et la désertion de la ministre Turtelboom! Le problème de l'immigration prime soudain BHV. Tout cela n'est guère convaincant.

Aujourd'hui on peut toutefois encore rectifier le tir en adoptant l'urgence. Avant les élections, la N-VA avait encore déclaré que celles-ci n'étaient pas valables tant que l'arrondissement de BHV n'était pas scindé. Aujourd'hui, la N-VA n'ose même pas voter l'urgence. J'invite dès lors la N-VA à préciser clairement sa position. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

L'urgence est rejetée par assis et levé.

13.03 Catherine Fonck (cdH): Je demande l'urgence pour la proposition de loi n° 429/1 qui vise à abroger un arrêté royal de 2005 concernant les kinésithérapeutes, en situation difficile actuellement. En effet, alors qu'il s'agit d'un métier en pénurie, il subsiste un concours dont il résultera qu'une centaine de kinés ne pourront poursuivre leur activité en tant qu'indépendants, faute d'obtenir un numéro d'agrément définitif. En outre, je demande au président de la commission de la Santé publique, M. Bonte, de la mettre à l'agenda d'une prochaine réunion.

13.04 Marie-Claire Lambert (PS): Le groupe PS a également déposé une proposition de loi pour régler la situation des kinés. Nous demandons donc l'urgence sur l'ensemble des propositions déposées à ce sujet.

13.05 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): J'insiste également auprès du président de la commission de la Santé publique pour que ce point puisse être mis rapidement à l'ordre du jour. En effet, le manque de kinés frappe toutes les Régions. Une réflexion doit donc être menée sur l'opportunité de cet examen, ainsi que sur l'accessibilité à des soins de kinésithérapie de qualité partout sur le territoire.

13.06 Maggie De Block (Open Vld): Nous sommes disposés à engager le débat sur le contingentement des kinésithérapeutes, mais nous ne souhaitons pas approuver maintenant l'urgence pour ces propositions de loi. Cela fait cinq ans que la Flandre organise cet examen, contrairement à la Wallonie. Cette question devient subitement urgente, maintenant que la Wallonie doit l'organiser pour la première fois. Je propose dès lors à mon groupe de ne pas appuyer cette demande. (*Applaudissements sur tous les bancs flamands*)

13.07 David Clarinval (MR): La proposition de loi n° 429/1 est signée, pour le MR, par Mme Jadin et moi-même et par le cdH. Il ne faut pas y voir de problème communautaire, c'est un problème de santé! Je rejoins donc la demande de pouvoir examiner ce texte très rapidement.

13.08 Hans Bonte (sp.a): En ma qualité de président de la commission de la Santé publique, je souhaite attirer votre attention sur le fait que tous les groupes politiques sont actuellement en train de formuler leurs priorités pour les travaux des semaines à venir. Plusieurs groupes politiques souhaitant traiter prioritairement la proposition de loi relative aux kinésithérapeutes, je ne vois pas l'utilité d'adopter l'urgence aujourd'hui.

Le **président**: Madame Fonck, maintenez-vous votre demande d'urgence?

13.09 Catherine Fonck (cdH): Je remercie les collègues qui sont intervenus ainsi que le président de la commission de la Santé publique. Lors de sa prochaine séance, une discussion s'y tiendra sur l'ordre des travaux. Compte tenu du soutien de différents groupes politiques, nous pourrions régler ce point à ce moment.

Le **président**: Il n'y a donc plus de demande d'urgence.

14 Installation de la commission de Contrôle des dépenses électorales

En application de l'article 1^{er}, 4°, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, remplacé par la loi du 2 avril 2003 et modifié par la loi du 23 mars 2007 et par la loi du 18 janvier 2008, je vous informe que la commission de Contrôle a été installée le mardi 26 octobre 2010 et qu'il en est fait état dans un procès-verbal signé par les présidents du Sénat et de la Chambre.

Votes nominatifs

15 **Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 6 avril 2010 portant reconnaissance des organisations professionnelles de praticiens d'une pratique non conventionnelle ou d'une pratique susceptible d'être qualifiée de non conventionnelle reconnues (194/3)**

(Stemming/vote 1)		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

16 **Projet de loi portant assentiment aux actes internationaux suivants: 1) Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958, et Déclaration, faits à La Haye le 17 juin 2008; 2) Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux, fait à La Haye le 17 juin 2008 (393/1)**

Transmis par le Sénat

(Stemming/vote 2)		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	132	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

17 Proposition instituant une commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église

<i>(Vote/stemming 3)</i>			
Oui	131		Ja
Non	0		Nee
Abstentions	0	Onthoudingen	
Total	131		Totaal

En conséquence, la Chambre adopte la proposition.

18 Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie, en particulier au sein de l'Église – nomination des membres

Je vous propose de nommer les membres qui feront partie de la commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église.

Il s'agit de 13 membres effectifs et 13 membres suppléants.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je rappelle que conformément à l'article 158 du Règlement la répartition est la suivante:

- N-VA: 3
- PS: 2
- MR: 2
- CD&V: 1
- sp.a: 1
- Ecolo-Groen!: 1
- Open Vld: 1
- VB: 1
- cdH: 1

Les présidents des groupes politiques m'ont fait parvenir les candidatures des membres de leur groupe qui seront membres de cette commission.

- N-VA:
effectifs: Sophie De Wit, Daphné Dumery, Siegfried Bracke;
suppléants: Sarah Smeyers, Koenraad Degroote, Miranda Van Eetvelde;
- PS:
effectifs: Karine Lalieux, Valérie Déom;
suppléants: Thierry Giet, Özlem Özen;
- MR:
effectifs: Marie-Christine Marghem, Daniel Bacquelaïne;
suppléants: Denis Ducarme, Olivier Maingain;
- CD&V:
effectif: Raf Terwingen;
suppléant: Sonja Becq;
- sp.a:
effectif: Renaat Landuyt;
suppléant: Myriam Vanlerberghe;
- Ecolo-Groen!:

effectif: Stefaan Van Hecke;
suppléant: Olivier Deleuze;
- Open Vld:
effectif: Carina Van Cauter;
suppléant: Sabien Lahaye-Battheu;
- VB:
effectif: Bert Schoofs;
suppléant: Bruno Valkeniers;
- cdH:
effectif: Christian Brotcorne;
suppléant: Catherine Fonck.

Étant donné que le nombre de candidatures recevables correspond au nombre de places à conférer aux groupes politiques ayant présenté des candidats, il n'y a pas lieu à scrutin conformément à l'article 157.6 du Règlement.

En conséquence, je proclame élus les candidats présentés.

La séance est levée à 15 h 48. La Chambre s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Elio Di Rupo
Gezondheidsredenen: Christiane Vienne
Zwangerschapsverlof: Meyrem Almaci

Federale regering

Pieter De Crem, minister van Landsverdediging: met zending buitenslands (Griekenland)
Paul Magnette, minister van Klimaat en Energie: VN-conferentie (Japan)
Vincent Van Quickenborne, minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen: OESO (Parijs)

01 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)*
Het voorstel is aangenomen.

02 Wettig- en voltalligverklaring van de Senaat

Bij brief van 12 oktober 2010 brengt de Senaat ons ter kennis dat hij ter vergadering van die dag voor wettig en voltallig verklaard is.

03 Wettig- en voltalligverklaring van het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Bij brief van 20 oktober 2010 brengt het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement ons ter kennis dat het ter vergadering van die dag voor wettig en voltallig verklaard is.

04 Wettig- en voltalligverklaring van de "Assemblée de la commission communautaire française"

Bij brief van 22 oktober 2010 brengt de "Assemblée de la commission communautaire française" ons ter

kennis dat zij ter vergadering van die dag voor wettig en voltallig verklaard is.

05 Wettig- en voltalligverklaring van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Bij brief van 21 oktober 2010 brengt de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ons ter kennis dat zij ter vergadering van die dag voor wettig en voltallig verklaard is.

06 Wettig- en voltalligverklaring van de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

Bij brief van 22 oktober 2010 brengt de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie ons ter kennis dat hij ter vergadering van die dag voor wettig en voltallig verklaard is.

Ontwerpen en voorstellen

07 Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 6 april 2010 houdende erkenning van beroepsorganisaties van een niet-conventionele praktijk of van een praktijk die in aanmerking kan komen om als niet-conventionele praktijk gekwalificeerd te worden (194/1-3)

Algemene bespreking

De **voorzitter**: De algemene bespreking is geopend.

07.01 Colette Burgeon, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

07.02 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Wij hadden de wet van 1999 betreffende de erkenning van deze geneeswijzen liever grondiger herzien. Nu gaan wij inderhaast te werk, ook al is dat noodzakelijk om de beoefenaars van niet-conventionele geneeswijzen de mogelijkheid te geven praktijk te houden.

Die geneeswijzen hebben steeds meer succes bij het grote publiek, omdat ze de patiënt een holistische benadering van de gezondheid bieden. Daarbij wordt de aandoening niet gemedicaliseerd, maar tracht men de weerstand te versterken en de energiestromen in balans te brengen, waardoor de pijn wordt verzacht. Een al te grote afhankelijkheid van geneesmiddelen is uit den boze. De erkenning van die geneeswijzen is dan ook noodzakelijk. Ze staan immers niet haaks op de conventionele geneeskunde, maar vormen er een aanvulling op.

Er moet een kader voor die geneeswijzen worden gecreëerd, de beoefenaars ervan moeten erkende opleidingen kunnen volgen en de behandelingen moeten voor alle patiënten laagdrempelig en betaalbaar zijn. Nu is het een jungle, en alleen de meest gegoede patiënten vinden de weg naar de niet-conventionele praktijken.

We zullen deze wet goedkeuren, maar we vragen dat de wet-Colla van 1999 tijdens deze legislatuur zou worden herzien, niet alleen opdat al deze geneeswijzen de facto zouden worden erkend, maar ook met het oog op een eventuele verruiming van de lijst van erkende geneeswijzen

07.03 Damien Thiéry (MR): Met de wet van 29 april 1999, die niet de gewenste uitwerking heeft, wilde men het ontbreken van regelgeving verhelpen. Over welke waarborgen beschikken de patiënten elf jaar later? Geen enkele!

Heel wat personen oefenen het beroep uit, hebben een uitstekende reputatie en zijn niet geregistreerd overeenkomstig artikel 8 van de wet-Colla. Sommige verzekeringsinstellingen betalen die kosten terug, zonder vereisten inzake opleiding of voorwaarden inzake de beroepsuitoefening.

Wij begrijpen dat het wetsontwerp de urgentie heeft verkregen, gelet op de veroordeling van de Belgische Staat, en wij staan daar ook achter. Wij kijken echter met belangstelling uit naar de studie die het Kenniscentrum daarover zal publiceren. De wet-Colla moet volledig herbekeken worden.

De MR is van oordeel dat de patiënt de beoefenaar van zijn keuze moet kunnen consulteren, en dat de overheid die keuzevrijheid moet garanderen. De therapeutische vrijheid van de arts is in het belang van de patiënt; wanneer hij dat nuttig acht, moet de arts ook niet-conventionele behandelingen kunnen voorschrijven.

De **voorzitter**: Ik feliciteer de heer Thiéry met zijn maidenspeech. (*Applaus op alle banken*)

07.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Wij wachten nu twee studies van het Kenniscentrum in. De eerste heeft betrekking op homeopathie en osteopathie en zou tegen het eind van het jaar beschikbaar moeten zijn. De tweede, die wij in maart zouden moeten ontvangen, heeft betrekking op acupunctuur en chiropraxie. Zodra ik over de studies beschik, zal ik ze aan het Parlement verzenden. De wet moet immers herzien worden.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (194/3)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

08 Wetsontwerp houdende instemming met volgende internationale akten: 1) Verdrag tot herziening van het op 3 februari 1958 gesloten Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, en Verklaring, gedaan te 's-Gravenhage op 17 juni 2008; 2) Protocol inzake de voorrechten en immuniteiten van de Benelux Unie, gedaan te 's-Gravenhage op 17 juni 2008 (393/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De **voorzitter**: De algemene bespreking is geopend.

08.01 **Corinne De Permentier**, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

08.02 **Alexandra Colen** (VB): Het schriftelijk verslag somt een aantal redenen op waarom wij niet tegen het verdrag zullen stemmen. De Benelux heeft inderdaad een soort logica vanwege de lotsverbondenheid van de drie Beneluxlanden doorheen de geschiedenis, maar gaat jammer genoeg nog altijd uit van de Belgische context. Wij pleiten veeleer voor een Nederlands-Vlaams samenwerkingsverband. Wij zullen ons bij de stemming onthouden.

08.03 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Het nieuwe verdrag ziet er wel degelijk op toe dat de federale Staat de Gemeenschappen en Gewesten bij de samenwerking betreft, vanzelfsprekend voor die bevoegdheden die door hun worden uitgeoefend.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (393/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

09 Informatie- en adviescentrum inzake de schadelijke en sektarische organisaties – Benoeming van de leden

Het mandaat van de leden van het Informatie- en adviescentrum inzake schadelijke en sektarische organisaties loopt af op 8 juni 2011.

Krachtens artikel 4, § 1, van de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van het Centrum moet de Kamer acht nieuwe vaste en acht plaatsvervangende leden aanwijzen, met een tweederde meerderheid.

Vier vaste en vier plaatsvervangende leden worden aangewezen op voordracht van de ministerraad die voor elk te begeven ambt twee kandidaten dient voor te dragen.

De andere vier vaste en vier plaatsvervangende leden worden rechtstreeks door de Kamer aangewezen.

Zowel voor de rechtstreeks door de Kamer als voor de op voordracht van de ministerraad aangewezen leden dient de taalpariteit tussen de Nederlandstalige en de Franstalige leden te worden gewaarborgd. Ten minste één vast en één plaatsvervangend lid dienen kennis te hebben van het Duits.

De leden worden aangewezen voor een termijn van zes jaar, eenmaal hernieuwbaar, omwille van hun ervaring of kennis inzake de problematiek van de sektarische organisaties.

De Kamer kiest uit de vaste leden de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 5 oktober 2010 zal een oproep tot kandidaatstelling voor de leden die rechtstreeks door de Kamer worden aangewezen in het *Belgisch Staatsblad* worden gepubliceerd. De kandidaturen moeten uiterlijk de 31ste dag na deze bekendmaking aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers worden gericht.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

10 Belgisch Fonds voor Voedselzekerheid – Samenstelling van de parlementaire delegatie

De Conferentie van voorzitters van 20 oktober 2010 stelt voor één lid per politieke fractie aan te duiden.

Volgende namen worden medegedeeld:

- N-VA: Flor Van Noppen
- PS: Patrick Moriau
- MR: Corinne De Permentier
- CD&V: Nathalie Muylle
- sp.a: David Geerts
- Ecolo-Groen!: Muriel Gerken
- Open Vld: Mathias De Clercq
- VB: Alexandra Colen
- cdH: Catherine Fonck

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

11 Oprichting van de Commissie Legeraankopen – benoeming van de leden

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 27 oktober 2010, stel ik u voor de Commissie Legeraankopen opnieuw op te richten.

De commissie bestaat uit 13 effectieve leden.

Geen bezwaar? *(Nee)*

Aldus wordt besloten.

Ik herinner er u aan dat overeenkomstig artikel 158 van het Reglement de verdeling van deze commissie de volgende is:

- N-VA : 3
- PS: 2
- MR: 2
- CD&V: 1
- sp.a: 1
- Ecolo-Groen!: 1
- Open Vld: 1
- VB: 1
- cdH: 1

De voorzitters van de politieke fracties hebben mij de kandidaturen doen toekomen van de leden van hun fractie die deel zullen uitmaken van deze commissie.

- N-VA:
vaste leden: Jan Jambon, Theo Francken, Bert Maertens;
- PS:
vaste leden: Anthony Dufrane, Rachid Madrane;
- MR:
vaste leden: Denis Ducarme, Philippe Goffin;
- CD&V:
vast lid: Gerald Kindermans;
- sp.a:
vast lid: David Geerts;
- Ecolo-Groen! :
vast lid: Wouter De Vriendt;
- Open Vld:
vast lid: Herman De Croo;
- VB:
vast lid: Annick Ponthier;
- cdH:
vast lid: Christophe Bastin.

Daar het aantal ontvankelijke kandidaturen overeenstemt met het aantal te begeven plaatsen aan de politieke fracties die kandidaten hebben voorgedragen hoeft er, overeenkomstig artikel 157.6 van het Reglement, niet gestemd te worden.

Dienvolgens verklaar ik verkozen de kandidaten die voorgedragen werden.

12 Bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie, inzonderheid binnen de Kerk

Ik stel u ook voor om, overeenkomstig artikel 21, tweede lid, van ons Reglement, een bijzondere commissie op te richten, betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie, inzonderheid binnen de Kerk.

Ik heb volgende tekst van de heren Renaat Landuyt, Daniel Bacquellaine en Christian Brotcorne, de dames Sophie De Wit en Karine Lalieux, de heer Raf Terwingen, mevrouw Carina Van Cauter en de heer Stefaan Van Hecke ontvangen:

Instelling van een bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie, inzonderheid binnen de Kerk

Toelichting:

- De indieners van dit voorstel wensen een bijzondere commissie op te richten met betrekking tot de problematiek van het seksueel misbruik van minderjarigen, inzonderheid binnen de Kerk.
- De publicatie van het rapport-Adriaenssens en de omvang en de ernst van de daarin vervatte onthullingen hebben de hele Belgische samenleving geschokt.
- Het is onontbeerlijk te onderzoeken hoe het gerecht gedurende al die jaren de feiten van pedofilie binnen de Kerk, in het kader van een pastorale relatie, al dan niet heeft aangepakt.
- Alleen het gerecht is bevoegd om een onderzoek in te stellen naar de strafbare feiten van seksuele aard en om zich uit te spreken over de strafrechtelijke bestraffing van de daders, ongeacht de context waarin de feiten werden gepleegd. Het protocol dat tussen de commissie-Adriaenssens en het openbaar ministerie werd gesloten, wekt de indruk dat tussen de katholieke Kerk en het gerecht een filter bestaat. Die indruk moet worden weggenomen en er moet een einde worden gemaakt aan de onduidelijkheid omtrent het sluiten van die overeenkomst en de draagwijdte ervan.
- De indieners herinneren in het kader van dit debat aan twee grondbeginselen waarvan de inachtneming essentieel is om de rechtsstaat te waarborgen, met name het principe van de scheiding der machten en het principe van de scheiding van kerk en staat.
- Die beginselen moeten in acht worden genomen bij het onderzoek naar en de vervolging en de berechting van ongeacht welke feiten van seksueel misbruik, evenals in het kader van de werkzaamheden van de commissie die dit voorstel beoogt op te richten.
- De bijzondere commissie zal ervoor moeten zorgen dat de afhandeling van de lopende gerechtelijke onderzoeken niet wordt belemmerd en dat voor het gerecht de onafhankelijkheid geldt die onmisbaar is voor de goede werking ervan.
- Die bijzondere commissie zal antwoorden moeten aanreiken op de gewettigde vragen die de slachtoffers zich stellen. Om een beter zicht te krijgen op wat er is gebeurd en wat de slachtoffers hebben meegemaakt, zal de commissie hoorzittingen organiseren met vertegenwoordigers van die slachtoffers (advocaten, verenigingen), alsook met psychiaters, pedopsychiaters, specialisten enzovoort.

Artikel 1

Er wordt een bijzondere commissie opgericht, die ermee wordt belast:

1° na te gaan hoe de Staat, in het bijzonder het gerechtelijk apparaat en de daarmee verbonden diensten, met het seksueel misbruik zijn omgegaan; in dat verband gaat de bijzondere commissie in op de nadere regels van de samenwerking tussen het gerechtelijk apparaat en de katholieke Kerk op het ogenblik dat het seksueel misbruik binnen deze laatste aan het licht kwam, en gaat zij meer bepaald na

a) - waarom de slachtoffers na zoveel jaren thans hebben beslist te spreken, in het bijzonder over misbruik in de Kerk, en waarom zij indertijd niet de minste klacht hebben ingediend;

- de factoren die eventueel konden rechtvaardigen waarom werd getalmd met de behandeling van bepaalde feiten van of klachten over seksueel misbruik binnen een pastorale relatie en/of waarom bepaalde procedures niet konden worden volbracht;

b) - hoe de gegevensuitwisseling verliep tussen de katholieke Kerk en het gerecht in het kader van de zoektocht naar en de ontdekking van seksueel misbruik binnen die Kerk;

- op grond van welke motieven het openbaar ministerie en de commissie voor de behandeling van seksueel misbruik in de Kerk een protocol hebben gesloten om de gegevensstroom te reguleren;

- hoe het daadwerkelijk gesteld is met de betrekkingen en nadere samenwerkingsregels tussen Justitie en de autoriteiten van de katholieke Kerk;

- of dat protocol, die betrekkingen en die nadere samenwerkingsregels stroken met de constitutionele beginselen, waaronder de beginselen van gelijkheid, van non-discriminatie en van onafhankelijkheid van het openbaar ministerie bij het uitvoeren van onderzoek en het instellen van individuele vervolging;

2° de slachtofferbegeleiding na te gaan; in dat verband zal de commissie nagaan hoe seksueel misbruik binnen een gezagsrelatie en met name binnen een pastorale relatie beter kan worden voorkomen, opgespoord en aangepakt;

3° de diverse aspecten van de relatie tussen de diensten voor slachtofferbegeleiding en het gerecht na te gaan, alsook een analyse te maken van het vraagstuk van het beroepsgeheim.

4° na te gaan in welke oplossingen, ook op wetgevend vlak, kan worden voorzien voor de pijnpunten die de commissie aan het licht zal hebben gebracht met betrekking tot de begeleiding van de slachtoffers door het gerecht en door de partnerdiensten voor de slachtoffers van seksueel misbruik binnen een gezagsrelatie;

5° eigen oplossingen aan te reiken die de betrekkingen tussen het gerecht en de partnerdiensten voor slachtofferbegeleiding moeten verbeteren.

Artikel 2

De commissie hoort de personen en vraagt de documenten op die zij nodig acht. Zij kan een beroep doen op deskundigen. De commissie bepaalt zelf alle andere regels met betrekking tot haar werking waarin deze tekst niet voorziet, en zal er daarbij over waken dat die in overeenstemming zijn met het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Artikel 3

De commissie bestaat uit 13 leden, met 13 plaatsvervangers, die door de Kamer worden benoemd, overeenkomstig de regel van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties.

Voorts telt de commissie één niet-stemgerechtigd lid per erkende fractie die, met toepassing van het eerste lid, niet in de commissie is vertegenwoordigd.

Artikel 4

De werkzaamheden van de commissie en haar conclusies zullen worden voorgesteld in een verslag dat uiterlijk tegen 7 april 2011 aan de Kamer zal worden aangeboden.

Artikel 5

Bij de bespreking van het verslag van de commissie zullen haar werking en statuut worden geëvalueerd. In dat verband wordt nagegaan in welke mate de werkzaamheden eventueel kunnen worden verruimd of zelfs voortgezet door een parlementaire onderzoekscommissie.

Artikel 6

De commissievergaderingen zijn openbaar. De commissie kan op elk ogenblik evenwel met gesloten deuren vergaderen. Het is de leden van de commissie alsmede de personen die haar, in welke hoedanigheid ook, bijstaan of aan haar werkzaamheden deelnemen, verboden de informatie te verspreiden die in de commissievergaderingen met gesloten deuren wordt meegedeeld."

12.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Het land is de afgelopen maanden opgeschrikt door onaanvaardbare pedofiëschandalen binnen de Kerk. Ook in andere landen zijn gelijkaardige zaken naar boven gekomen en we moeten dus nagaan waarom deze zo lang zonder gerechtelijke vervolging zijn gebleven. Vaak raakten de misdaden zelfs niet bekend.

De commissie-Adriaenssens heeft de praktijken aan het licht gebracht en aldus de wet van de stilte in de Kerk doorbroken. Verdere analyse zal een dergelijke omerta voortaan onmogelijk moeten maken. De recente uitspraken van monseigneur Léonard waren in deze zin veelbetekenend.

De commissie zal moeten nagaan hoe dergelijke praktijken zolang ongestraft zijn gebleven, waarom de slachtoffers geen aangifte deden en welk gevolg het gerecht gaf aan feiten van seksueel misbruik. Wij hadden uiteraard liever een onderzoekscommissie gehad, met volheid van onderzoeksbevoegdheid, maar daar was helaas geen meerderheid voor. We zijn echter tevreden dat er een commissie komt, die desgevallend kan worden omgevormd tot een onderzoekscommissie.

Dit werk zal grondig, sereen en zonder partijpolitieke spelletjes moeten gebeuren, want alleen dan zullen wij ertoe bijdragen om zulke misdrijven in de toekomst te voorkomen. (*Applaus*)

12.02 Sophie De Wit (N-VA): Het gaat hier om zeer ernstige feiten en de samenleving verwacht een

signaal, ook van dit Parlement. Over deze zaken is reeds heel wat gezegd, maar er resten nog steeds veel vragen. Ik ben dan ook heel blij met het feit dat er een commissie zal komen en het statuut is daarbij voor ons van minder belang. Deze commissie zal zowel antwoorden moeten bieden op vragen over het verleden, als oplossingen voor de toekomst. Zo moeten we achterhalen wat er is misgegaan, waarom de slachtoffers zolang hebben gezwegen, en waarom maatschappij, Kerk en Justitie niet tijdig hebben ingegrepen. Men zal wel moeten uitklaren hoe de commissie zich verhoudt tot Justitie.

We moeten ook verder durven te gaan en denken aan oplossingen voor andere slachtoffers binnen een gezagsrelatie. Het probleem blijkt immers te verschuiven naar verenigingen, instellingen, opvoeders, zoals diverse getuigenissen ons hebben duidelijk gemaakt. Daar zullen de nieuwe slachtoffers worden gemaakt en daarom moet deze commissie helpen om een doeltreffend beleid met goede maatregelen uit te werken, een beleid dat niet enkel is gesteund op feiten binnen de pastorale sfeer, maar dat ook rekening houdt met deze nieuwe realiteit.

Ik pleit dus voor een proactieve aanpak, waarbij deze commissie objectief en sereen vragen uit het verleden kan beantwoorden én oplossingen voor de toekomst kan bieden, voor alle slachtoffers binnen een gezagsrelatie.

De **voorzitter**: Ik feliciteer mevrouw De Wit met haar maidenspeech. (*Applaus*)

12.03 Carina Van Cauter (Open Vld): In 1972 was ik zelf een slachtoffer en ik heb ook documenten meegebracht om op te kunnen tegen het ongeloof dat iemand met een relaas als het mijne steeds te beurt valt. In 1972 stond er op de voorpagina van een krant over mijn geval: “*On allait la tuer*”. In 1994 heb ik op een schriftelijke vraag van mijn kant een antwoord gekregen van de toenmalige procureur-generaal in Brussel, die mij droog meedeelde dat alle dossiers uit 1972 werden vernietigd.

Nadien hebben zaken als de affaire-Dutroux gelukkig veel verandering gebracht, zowel voor de daders als de slachtoffers. Maar de vele getuigenissen in de commissie-Adriaenssens lijken aan te geven dat er nog niet genoeg is veranderd. Als leden van de commissie voor de Justitie konden wij dan ook niet stil blijven zitten.

Bij het horen van slachtoffers en andere betrokkenen rijzen steeds dezelfde vragen. Waarom bleven zoveel misdrijven onopgehelderd? Waarom trad Justitie niet actiever op? Waarom hebben deze slachtoffers geen antwoord gekregen op hun vragen? Waarom bleven de daders ongestraft en konden zij hun misdrijven blijven plegen? Binnen de commissie voor de Justitie en de commissie die nu wordt opgericht, zullen we een antwoord proberen te vinden op die allesbehalve eenvoudige vragen.

Vervolgens zullen we in onze rol van wetgever waar nodig initiatieven moeten nemen. Mogelijk kan een wetsvoorstel als dat van mevrouw Lahaye over de verjaringstermijn al een eerste antwoord bieden. Op die manier doen we wat de slachtoffers van ons verwachten, namelijk handelend optreden. (*Applaus*)

12.04 Christian Brotcorne (cdH): Het wetsvoorstel tot oprichting van deze bijzondere commissie is ons antwoord op de schokkende en bezwarende feiten die door de commissie-Adriaenssens aan het licht werden gebracht. Het Parlement kan niet ongevoelig blijven voor de ontreding van de slachtoffers.

Eerst en vooral rijst de vraag waarom de slachtoffers niet in de eerste plaats naar het gerecht zijn gestapt met hun klacht; beantwoorden de gerechtelijke instanties niet aan de verwachting van de slachtoffers? Sommige slachtoffers willen dat het gerecht de dader vervolgt, andere wensen dat hun klacht confidentieel behandeld wordt. Zij moeten evenwel allemaal worden gehoord, op een neutrale locatie.

We zullen ook moeten begrijpen waarom het gerechtelijk apparaat zijn gemeenrechtelijke bevoegdheden uit handen heeft gegeven en van oordeel was dat het instituut dat die misdaden heeft gegenereerd, ze ook zelf kon regelen. We moeten ons ten slotte afvragen hoe dat instituut heeft gereageerd wanneer het van die

afwijkende handelingen kennis heeft genomen.

Wat is de juiste aanpak om pedofilie te beteugelen? Pedofiele praktijken in het kader van een gezagsrelatie vormen een specifiek misdrijf. Onze commissie zal zich moeten buigen over de manier waarop moet worden omgegaan met de ontredde van de slachtoffers, opdat zij het hoofdstuk kunnen afsluiten. Wij zullen hierover aanbevelingen formuleren.

Onze commissie moet nu snel aan het werk. Het cdH zal zijn volle medewerking verlenen aan het welslagen van de commissiewerkzaamheden.

12.05 Raf Terwingen (CD&V): Mijn partij wordt gezien als de partij van de gelovigen, de partij van de Kerk en dat is natuurlijk ook wel enigszins zo. Wie echter denkt dat wij daarom de feiten die door de commissie-Adriaenssens aan het licht zijn gekomen, zouden minimaliseren, vergist zich. Elke daad van pedofilie moet worden onderzocht en bestraft, ongeacht of de dader wel of niet tot de Kerk behoort.

Wie denkt dat ook maar een iemand in onze fractie niet wil dat er een onderzoek komt naar de reden waarom dit misbruik in het verleden niet werd onderzocht, vergist zich.

Wie bovendien denkt dat ook maar een iemand uit onze fractie de uitlatingen die een bepaalde kerkelijke leider gisteren deed, bijtreedt, vergist zich. Onze fractie distantieert zich integraal van deze verwerpelijke uitspraken.

Niet ondanks maar juist wegens ons geloof zijn wij blij dat een bijzondere commissie de mogelijkheid zal krijgen om alles wat gebeurd is, te onderzoeken.

Wat wij echter niet willen, is dat de commissie een proces van de Katholieke Kerk wordt. De Kerk heeft immers ook veel goede zaken gedaan voor onze maatschappij. Bovenal mogen wij de vele gelovigen, de priesters, misdienaars en parochiale medewerkers die veel goeds doen, niet in de kou laten staan. Zij zijn de basis van de Kerk.

De commissie zal seksueel misbruik in alle soorten gezagsrelaties – niet alleen binnen de Kerk, bijvoorbeeld ook in sportclubs en jeugdverenigingen – onderzoeken en zal vervolgens aanbevelingen doen opdat dergelijk misbruik beter en sneller kan worden gedetecteerd en berecht. Dat is immers de taak van een parlementaire commissie: door lessen te trekken uit het verleden, een beter wettelijk, justitieel en maatschappelijk kader creëren voor de toekomst. (*Applaus*)

12.06 Daniel Bacquellaine (MR): We zijn tevreden dat er een breed akkoord tot stand is gekomen over de oprichting van deze bijzondere commissie. Het is onze plicht ervoor te zorgen dat de Staat en het gerecht optimaal functioneren. We dachten dat de scheiding tussen Kerk en Staat een vaststaand principe was. We moeten echter vaststellen dat het moet worden herbevestigd.

De eerste taak voor onze commissie zal erin bestaan te onderzoeken hoe de relaties tussen Kerk en Staat zich de jongste jaren ontwikkeld hebben. Waarom werden de klachten van de slachtoffers niet aan justitie gemeld? Waarom hebben de verschillende commissies hun rol van doorgeefluik niet gespeeld? Enkel het gerechtelijk apparaat is bevoegd om misdrijven als zodanig te kwalificeren en te bestraffen.

Onze tweede taak zal erin bestaan conclusies te trekken. Welke richting moet het vervolgingsbeleid inzake pedofilie uitgaan? Hoe kan men een herhaling van dergelijke situaties voorkomen?

Als de werkzaamheden van deze commissie op de een of andere manier zouden worden gehinderd, dan zullen we vragen dat ze wordt omgevormd tot een onderzoekscommissie. Een goed verstaander heeft maar een half woord nodig!

We zullen erop toezien dat de gebeurtenissen die de slachtoffers en de instellingen hebben meegemaakt,

zich nooit meer opnieuw voordoen! (*Applaus*)

12.07 Karine Lalieux (PS): Deze bijzondere commissie zal zich in de eerste plaats ten dienste stellen van de slachtoffers. De voorstelling van het rapport-Adriaenssens joeg een schokgolf door België, door de aard van de feiten en het onduidelijke stilzwijgen dat ons er vandaag toe noopt te reageren.

De doelstelling van de commissie is tweeledig. Wij willen eerst en vooral proberen te begrijpen waarom het zo lang geduurd heeft vooraleer de slachtoffers durfden te spreken. Vervolgens willen wij nagaan of de scheiding van Kerk en Staat werd gerespecteerd. Als reactie op de uitspraken die hij gisteren op de RTBF deed, wil ik de aartsbisschop eraan herinneren dat in ons land het gerecht, en dus de mens, beslist over schuld en boete.

We hebben een grote verantwoordelijkheid. We zullen goed werk moeten leveren, zonder onszelf in de kijker te willen werken of ons aan voyeurisme schuldig te maken.

Het risico is groot dat het werk van een parlementaire onderzoekscommissie het goede verloop van de lopende procedures doorkruist. Ik ben ervan overtuigd dat we goed werk kunnen leveren in de bijzondere commissie. Als de werkzaamheden van deze commissie echter gedwarsboomd zouden worden, zullen we vragen dat ze tot een onderzoekscommissie wordt omgevormd.

Deze commissie moet werken binnen de grenzen die door de voorzitter geschetst werden. Het is geen commissie-Adriaenssens bis. Ze moet een antwoord kunnen bieden op de legitieme vragen van de slachtoffers, en verzekeren dat er niet getornd kan worden aan de scheiding van Kerk en Staat en de onafhankelijkheid van Justitie.

We zullen geen luistergroep zijn. We zijn geen onderzoeksrechters, en evenmin psychologen of psychiaters. We willen de bestaande verwarring niet nog vergroten.

We blijven erbij dat de slachtoffers een klacht moeten indienen, zodat de personen die hen hebben misbruikt, worden veroordeeld.

Ik hoop dat we in alle sereniteit zullen kunnen werken en dat de werkzaamheden van de commissie in een aantal sterke aanbevelingen zullen uitmonden. (*Applaus*)

12.08 Renaat Landuyt (sp.a): We hebben een akkoord bereikt om als Parlement het stilzwijgen van de afgelopen jaren te onderzoeken. Iedereen wist dat er iets aan de hand was, maar waarom heeft niemand dat ernstig genomen?

Wij kiezen voor een bijzondere commissie en niet voor een onderzoekscommissie, omdat we het gerechtelijk onderzoek naar het schuldig verzuim niet in gevaar willen brengen. Eens dat risico is weggenomen, is er ook geen enkele reden meer om bepaalde mensen niet te ondervragen.

Jarenlang hoorden sommigen de uitspraak "Kom eens naar mijn kamer". Vandaag zeggen wij aan diegenen die dat ooit gezegd hebben "Kom eens naar de Kamer van volksvertegenwoordigers". En als dat niet vrijwillig gebeurt, dan kunnen we nog altijd een onderzoekscommissie oprichten. (*Applaus*)

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

13 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van de dames Muriel Gerkens, Zoé Genot en Thérèse Snoy et d'Oppuers tot opheffing van het koninklijk besluit van 20 juni 2005 tot vaststelling van de criteria en de regels voor de selectie van de erkende kinesitherapeuten die het recht bekomen om verstrekkingen te verrichten die voorwerp kunnen zijn van een tussenkomst van de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen (nr. 466/1);
- het wetsvoorstel van mevrouw Sarah Smeyers, de heren Manu Beuselinck, Flor Van Noppen en Bert Wollants, mevrouw Reinilde Van Moer en de heer Peter Dedecker tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een algemene regeling van rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming voor werknemers tegen tabaksrook wat de opheffing van bepaalde uitzonderingen betreft (nr. 495/1).

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing;

- het wetsvoorstel van de heren Damien Thiéry, Hendrik Bogaert, Guy Coëme en Herman De Croo en mevrouw Catherine Fonck tot wijziging van de wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen (nr. 477/1);
- het wetsvoorstel van mevrouw Muriel Gerkens tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën (nr. 491/1).

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting;

- het wetsvoorstel van mevrouw Carina Van Cauter, de heer Bart Somers, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu en de heer Patrick Dewael tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde het verkrijgen van de Belgische nationaliteit migratieneutraal te maken (nr. 476/1);
- het wetsvoorstel van mevrouw Carina Van Cauter, de heer Bart Somers, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu en de heer Patrick Dewael betreffende de strijd tegen de schijnhuwelijken en schijnsamenwoning (nr. 481/1);
- het wetsvoorstel van mevrouw Nahima Lanjri, de heren Gerald Kindermans en Stefaan Vercamer en de dames Liesbeth Van der Auwera en Nathalie Muylle tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (nr. 494/1).

Verzonden naar de commissie voor de Justitie;

- het wetsvoorstel van de heer Bart Somers en de dames Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu en Gwendolyn Rutten tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende toegang tot het grondgebied, het verblijf en de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat de gezinshereniging van derdelanders betreft (nr. 475/1).

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt;

- het wetsvoorstel van de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Katrin Jadin et M. André Frédéric betreffende de verplichte verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid buiten overeenkomst inzake brand met betrekking tot de eenvoudige risico's (nr. 493/1).

Verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Urgentieverzoeken

13.01 Gerolf Annemans (VB): Ik wil de urgentie van de behandeling van de BHV-splitsingsvoorstellen verdedigen, met name wetsvoorstellen 409 en 410.

Een Vlaams front ligt mij na aan het hart, maar nu overdrijven de Vlaamse partijen toch wel. De heer Somers van Open Vld haalde gisteren in de commissie alles uit de kast om de vervroegde behandeling van de splitsing van BHV te vermijden. Wat een kronkel van de gewezen Vlaamse minister-president die in 2004 de verklaring van Halle mee ondertekende, waarin de onmiddellijke splitsing werd gevraagd zonder daarvoor een prijs te moeten betalen, desnoods via een stemming in het Parlement.

CD&V is niet meer van mening dat de splitsing dringend is en vindt dat er onderhandeld moet worden met de Franstaligen. De misbruiken van meer dan drie jaar belangenconflicten en alarmbellen zijn nu blijkbaar de

reden dat er niets meer moet gebeuren tot er een akkoord kan worden gesloten. Het is een echte schande.

De sp.a blijft rechtlijnig vastgeklonken aan de PS en neemt hiermee de sneltrein naar de macht. De sp.a is gelukkig nu de heer Vande Lanotte tot koninklijk 'calculateur' is benoemd, hoewel de cijfershow van deze David Copperfield van het Zilverfonds (*gelach op de banken van het Vlaams Belang*) misschien wel misbruikt zullen worden om nog meer toegevingen toe te staan voor de splitsing van BHV.

Maar ook de N-VA legt een kronkelige weg af. De ene week stemt die fractie tegen de urgentie omdat de heer De Wever een akkoord wil sluiten met de Franstaligen en dus toegevingen wil doen in ruil voor een splitsing, iets wat ze echter samen met ons aan de Open Vld en de CD&V vijf jaar lang heeft verweten. Deze week diende de N-VA de splitsingsvoorstellen dan opnieuw in, maar die blijken nu ineens niet meer zo urgent te zijn.

De N-VA moet eindelijk eens weten wat ze wil. Ofwel gaat ze voor een onderhandelde oplossing en worden er geen voorstellen meer ingediend of behandeld en stemt ze tegen de urgentie. Ofwel meent de N-VA wat ze zegt als ze een voorstel indient en dan keurt ze het onverwijld goed, niet in functie van wat de anderen doen, maar in functie van de eigen overtuiging. Wat nu gebeurd is, is eigenlijk een even grote kronkel als die van Open Vld en CD&V. Het Vlaams Belang nu de zwartepiet van die bocht proberen door te spelen, is oneerlijk en een echte 'tsjevenstreek'. De N-VA houdt beter vast aan haar principes en dus aan een splitsing zonder prijs.

Wij laten ons niet intimideren en zijn de stok achter de deur. Als er toegevingen gedaan worden, dan zullen wij dat aanklagen. Maar verwijt ons niet dat wij politieke spelletjes spelen. Wij zeggen het met Maarten Luther: "Hier staan wij, wij kunnen niet anders". (*Applaus van Vlaams Belang*)

13.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Veertien dagen geleden verklaarde de fractievoorzitter van de N-VA hier nog dat zij hun wetsvoorstel over de splitsing van BHV zouden indienen om het urgent te laten behandelen in de Kamer. Vorige week slaagde dezelfde partij erin om geen plenaire vergadering te laten agenderen zodat deze hete aardappel nog wat kon afkoelen. En vandaag willen zij de urgente behandeling van dat voorstel plots niet meer vragen. Dit is de wereld op zijn kop! De heer Weyts heeft blijkbaar last van het Michel Doomst-syndroom. De heer Doomst is een van de burgemeesters uit de Brusselse rand die het wetsvoorstel voor de splitsing van BHV in de commissie wel goedgekeurde, maar telkens wanneer de splitsing in de plenaire vergadering geagendeerd werd, moest hij altijd plots zijn stoel verlaten. Ik heb de indruk dat de hele N-VA nu last heeft van incontinentie, maar dan wel van de intellectuele variant.

In de pers verklaarde N-VA niet alleen te willen staan met het Vlaams Belang en Lijst Dedecker, wat mij verbaast aangezien de andere Vlaamse partijen de urgentie niet zullen steunen. Lijden we terug onder die Vlaamse identiteitsschaamte die ons belet te zeggen waar het op staat? Zijn we terug bij de grote verklaringen van weleer en dus terug naar af? Er wordt nu opnieuw geluisterd naar de andere Vlaamse partijen, die nochtans allemaal boter op het hoofd hebben en ooit in de commissie het splitsingsvoorstel goedkeurden, met uitzondering van de groenen die hun communautaire standpunt wijzigen afhankelijk van het al dan niet mogen heffen van een ecotaks op lege flessen.

Door die identiteitsschaamte worden in de commissie drogredenen gezocht tegen de urgente behandeling van het splitsingsvoorstel. Open Vld had het splitsingsvoorstel goedgekeurd, maar nu is plots de asielproblematiek hoogdringend en dat na elf jaar meebesturen, twee algemene regularisaties en vaandelvlucht van minister Turtelboom! Plots is BHV ondergeschikt aan de migratieproblematiek. Heel overtuigend is dat allemaal niet.

Doch vandaag kan dat nog worden rechtgezet door de urgente behandeling alsnog goed te keuren. Voor de verkiezingen verklaarde de N-VA nog dat de verkiezingen ongeldig waren zolang BHV niet was gesplitst, vandaag durft N-VA nog niet eens over de urgentie stemmen. Ik roep N-VA dus op om vandaag duidelijk te zeggen waar het op staat. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

De urgentie wordt bij zitten en opstaan verworpen.

13.03 Catherine Fonck (cdH): Ik vraag de urgentie voor wetsvoorstel 429/1 tot opheffing van een koninklijk besluit uit 2005 met betrekking tot de kinesitherapeuten. Zij bevinden zich momenteel in een lastig parket.

Het beroep van zelfstandig kinesitherapeut is namelijk een knelpuntberoep, maar er wordt nog altijd een vergelijkend examen georganiseerd dat tot gevolg zal hebben dat een honderdtal kinesitherapeuten hun beroep niet langer als zelfstandige zullen kunnen uitoefenen bij gebrek aan een definitief erkenningsnummer. Voorts verzoek ik de voorzitter van de commissie voor de Volksgezondheid, de heer Bonte, het wetsvoorstel op de agenda van een volgende vergadering te plaatsen.

13.04 Marie-Claire Lambert (PS): De PS-fractie heeft eveneens een wetsvoorstel ingediend om de situatie van de kinesitherapeuten te regelen. Wij vragen derhalve de urgentie voor alle ingediende wetsvoorstellen ter zake.

13.05 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Ik vraag de voorzitter van de commissie voor de Volksgezondheid eveneens met aandrang dit punt snel op de agenda te zetten. Er zijn immers in alle Gewesten te weinig kinesitherapeuten. We moeten ons dus afvragen of de inrichting van dit examen nog opportuun is en hoe we ervoor kunnen zorgen dat men in het hele land toegang heeft tot een kwaliteitsvolle kinesithérapie.

13.06 Maggie De Block (Open Vld): Wij zijn bereid het debat over de contingentering van de kinesisten aan te gaan, maar wij gaan er niet mee akkoord nu de urgentie goed te keuren van die wetsvoorstellen. In Vlaanderen organiseren wij dat examen al vijf jaar, in tegenstelling tot Wallonië. Nu moet het examen daar voor de eerste keer georganiseerd worden en is het probleem plots urgent. Ik stel dan ook voor dat mijn fractie dit verzoek niet steunt. (*Applaus op alle Vlaamse banken*)

13.07 David Clarinval (MR): Het wetsvoorstel nr. 429/1 werd ondertekend door mevrouw Jadin en mezelf, voor de MR, en door het cdH. Men moet hierin geen communautair probleem zien, het gaat om een gezondheidsprobleem! Ik sluit me dus aan bij het verzoek om deze tekst zeer snel te kunnen behandelen.

13.08 Hans Bonte (sp.a): Als voorzitter van de commissie Volksgezondheid wil ik er de aandacht op vestigen dat alle fracties thans in commissie hun prioriteiten aan het formuleren zijn voor de werkzaamheden van de volgende weken. Verschillende fracties willen het wetsvoorstel over de kinesisten prioritair behandelen en dat zal dus waarschijnlijk heel snel geagendeerd worden. Ik zie dan ook niet in wat de goedkeuring van de urgentie vandaag daaraan zou veranderen.

De **voorzitter:** Mevrouw Fonck, blijft u bij uw urgentieverzoek?

13.09 Catherine Fonck (cdH): Ik dank de collega's die het woord gevoerd hebben, evenals de voorzitter van de commissie voor de Volksgezondheid. Op de volgende vergadering wordt de regeling van de werkzaamheden besproken. Aangezien verscheidene fracties dit blijkbaar steunen, kunnen we dat punt dan regelen.

De **voorzitter:** Het urgentieverzoek is dus ingetrokken.

14 Oprichting van de Controlecommissie van de verkiezingsuitgaven

Met toepassing van artikel 1, 4°, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, vervangen bij de wet van 2 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 23 maart 2007 en bij de wet van 18 januari 2008, stel ik u ervan in kennis dat de Controlecommissie op dinsdag 26 oktober 2010 werd geïnstalleerd en dat hiervan melding werd gemaakt in een proces-verbaal dat werd ondertekend door de voorzitters van de Senaat en van de Kamer.

Naamstemmingen

15 Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 6 april 2010 houdende erkenning van beroepsorganisaties van een niet conventionele praktijk of van een praktijk die in aanmerking kan komen om als niet-conventionele praktijk gekwalificeerd te worden (194/3)

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

16 Wetsontwerp houdende instemming met volgende internationale akten: 1) Verdrag tot herziening van het op 3 februari 1958 gesloten Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, en Verklaring, gedaan te 's-Gravenhage op 17 juni 2008; 2) Protocol inzake de voorrechten en immuniteiten van de Benelux Unie, gedaan te 's-Gravenhage op 17 juni 2008 (393/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	132	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

17 Voorstel tot instelling van een bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie, inzonderheid binnen de Kerk

<i>(Vote/stemming 3)</i>		
Oui	131	Ja
Non	0	Nee
Abstentions	0	Onthoudingen
Total	131	Totaal

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel aan.

18 Bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie, inzonderheid binnen de Kerk – benoeming van de leden

Ik stel u voor de leden die deel zullen uitmaken van de bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie, inzonderheid binnen de Kerk.

Het gaat over dertien vaste leden en dertien plaatsvervangers.

Geen bezwaar? *(Nee)*
Aldus wordt besloten.

Ik herinner er u aan dat overeenkomstig artikel 158 van het Reglement de verdeling de volgende is:

- N-VA: 3
- PS: 2
- MR: 2
- CD&V: 1
- sp.a: 1
- Ecolo-Groen! : 1
- Open Vld: 1

- VB: 1
- cdH: 1

De voorzitters van de politieke fracties hebben mij de kandidaturen doen toekomen van de leden van hun fractie die deel zullen uitmaken van deze commissie.

- N-VA:
vaste leden: Sophie De Wit, Daphné Dumery, Siegfried Bracke;
plaatsvervangers: Sarah Smeyers, Koenraad Degroote, Miranda Van Eetvelde;
- PS:
vaste leden: Karine Lalieux, Valérie Déom;
plaatsvervangers: Thierry Giet, Özlem Özen;
- MR:
vaste leden: Marie-Christine Marghem, Daniel Bacquellaine;
plaatsvervangers: Denis Ducarme, Olivier Maingain;
- CD&V:
vast lid: Raf Terwingen;
plaatsvervanger: Sonja Becq;
- sp.a:
vast lid: Renaat Landuyt;
plaatsvervanger: Myriam Vanlerberghe;
- Ecolo-Groen!:
vast lid: Stefaan Van Hecke;
plaatsvervanger: Olivier Deleuze;
- Open Vld:
vast lid: Carina Van Cauter;
plaatsvervanger: Sabien Lahaye-Battheu;
- VB:
vast lid: Bert Schoofs;
plaatsvervanger: Bruno Valkeniers;
- cdH:
vast lid: Christian Brotcorne;
plaatsvervanger: Catherine Fonck.

Daar het aantal ontvankelijke kandidaturen overeenstemt met het aantal te begeven plaatsen aan de politieke fracties die kandidaten hebben voorgedragen moet, overeenkomstig artikel 157.6 van het Reglement, niet gestemd worden.

Dienvolgens verklaar ik verkozen de kandidaten die voorgedragen werden.

De vergadering wordt gesloten om 15.48 uur. De Kamer gaat tot nadere bijeenroeping uiteen.